



**PRÉFET  
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône-Alpes  
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

Décision n° 07-2023-03-28-00001

**Arrêté préfectoral de mise en demeure  
en application de l'article L171-8 du Code de l'environnement  
société JINWANG EUROPE à LA-VOULTE-SUR-RHÔNE**

**Le Préfet de l'Ardèche  
Chevalier de la légion d'honneur**

**VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8, L171-11, L172-1, L511-1, L 514-5 et R171-1 ;

**VU** le décret NOR INTA2100151D du 6 janvier 2021 portant nomination de Monsieur Thierry DEVIMEUX en qualité de préfet de l'Ardèche ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°07-2022-08-22-00002 du 22 août 2022 portant délégation de signature à Madame Isabelle ARRIGHI, secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, autorisant Pharmacie Centrale de France à exploiter une unité de fabrication de composés métalliques sur la commune de La Voulte-sur-Rhône ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2011019-0019 du 19 janvier 2011 portant prescriptions complémentaires à la société ORRION CHEMICALS METALCHEM et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2014136-0018 du 16 mai 2014 portant prescriptions complémentaires à la société ORRION CHEMICALS METALCHEM et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°07-2016-07-22-004 du 22 juillet 2016 relatif à la mise à jour de la situation administrative de la société JINWANG EUROPE et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°07-2018-12-14 du 14 décembre 2018, modifié, relatif à la surveillance piézométrique de l'établissement suite à l'incendie du 17 novembre 2018 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°07-2020-02-07-005 du 7 février 2020 portant prescriptions complémentaires à la société JINWANG EUROPE et modifiant l'arrêté préfectoral n°07-2018-12-14 du 14 décembre 2018 ;

**VU** le point 5.8.2.1 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, susvisé qui dispose : « Les unités, parties d'unités, stockages fixes, ou mobiles à poste fixe, ainsi que les aires de transvasement visés par le paragraphe 5.8.1 seront équipés de capacités de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement. » ;

**VU** le point 7.4.4 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, susvisé qui dispose : « Les équipements abandonnés ne seront pas maintenus dans les unités.

Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation.

Les bâtiments ou installations désaffectés seront également débarrassés de tout stock de produits dangereux et démolis au fur et à mesure des disponibilités. Une analyse déterminera les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air...). Des opérations de décontamination seront, le cas échéant, conduites » ;

**VU** le point 7.5.8 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, susvisé qui dispose : « L'exploitant assure une alerte efficace auprès du voisinage en cas de nécessité. Le dispositif correspondant comprend au minimum une sirène fixe et des équipements permettant d'en assurer le déclenchement depuis un endroit de l'usine bien protégé. Ce dispositif doit couvrir la zone concernée par le PPI » ;

**VU** l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°07-2018-12-14 du 14 décembre 2018, modifié, susvisé qui dispose : « Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°07-2018-12-14-04 du 14 décembre 2018 sont annulées et remplacées par les suivantes :

L'exploitant réalise un contrôle périodique de la qualité des eaux souterraines sur son site industriel selon les modalités suivantes :

- Réseau d'ouvrages : PzB-bis, PzC, PZE, PzF, PzG, PZH, PzI, PzJ, PzK et PzL (se reporter à l'annexe du présent arrêté)

- Fréquence des relevés : trimestrielle

- Programme analytique :

- \* pH, température, conductivité, turbidité, couleur

- \* Composés inorganiques : cyanures, ammonium, métaux dont bismuth ;

- \* Hydrocarbures volatiles et totaux (HCT) ;

- \* Composés aromatiques volatiles (CAV) ;

- \* Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ;

- \* Composés organiques halogénés volatiles (COHV) ;

- \* Phtalate ;

- \* Dioxines et furanes ;

- \* Aldéhydes.

La première campagne débute 15 jours après la notification du présent arrêté.

Les résultats de chaque campagne sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées avec de tous les éléments d'interprétation.

Cette surveillance peut être renforcée à l'initiative de l'inspection des installations classées ou allégée sur demande motivée de l'exploitant. » ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées référencé 20230118-RAP-DAEN0041, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 2 février 2023, conformément aux articles L171-6 et L514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 16 février 2023 ;

**VU** le courrier en date du 1<sup>er</sup> mars 2023 prolongeant le délai dont l'exploitant dispose pour formuler ses observations, transmis en recommandé avec accusé de réception en date 2 mars 2023 ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 16 mars 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 20 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants : les sols des travées 1 et 2, du magasin général et de la zone de collecte des eaux incendie du magasin général, constituant les capacités de rétention des produits pouvant s'écouler accidentellement, ne sont pas étanches ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point 5.8.2.1 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure ou l'absence de capacité de rétention permettant de recueillir efficacement des produits pouvant s'écouler présente un risque de pollution des sols, du sous-sol et des eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 20 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants : une cuve de mazout inutilisée depuis la mise à l'arrêt de la chaufferie est toujours présente sur le site ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point 7.4.4 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure ou la présence d'une cuve de mazout inutilisée présente un risque de pollution des sols, du sous-sol et des eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** lors de la visite en date du 20 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants : la surveillance des eaux souterraine n'est plus réalisée depuis septembre 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°07-2018-12-14 du 14 décembre 2018, modifié, susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure ou l'absence de surveillance des eaux souterraine peut conduire à retarder la découverte d'une pollution liée au site ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application de l'article L171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société JINWANG EUROPE de respecter les prescriptions du point 5.8.2.1 de l'article 5 et des points 7.4.4 et 7.5.8 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, susvisé et de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°07-2018-12-14 du 14 décembre 2018, modifié, susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche :

## **DÉCIDE**

### **Article 1 :**

La société JINWANG EUROPE (n° SIRET 81074373200010), dont le siège social est situé 218 avenue MARIE CURIE 07800 LA VOULTE-SUR-RHONE, pour son établissement à cette même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 5.8.2.1 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, en s'assurant que les capacités de rétention sont étanches **dans un délai de 12 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

La société JINWANG EUROPE (n° SIRET 81074373200010), dont le siège social est situé 218 avenue MARIE CURIE 07800 LA VOULTE-SUR-RHONE, pour son établissement à cette même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 7.4.4 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, en démolissant des installations désaffectées **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 3 :**

La société JINWANG EUROPE (n° SIRET 81074373200010), dont le siège social est situé 218 avenue MARIE CURIE 07800 LA VOULTE-SUR-RHONE, pour son établissement à cette même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 07-2018-12-14 du 14 décembre 2018, en réalisant le contrôle périodique de la qualité des eaux souterraines **dans un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 4 :**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1er dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Article 5 :**

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Ardèche pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 6 :**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de LYON, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de LYON, ou adressé par voie électronique au moyen du téléservice accessible par internet à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de LYON.

**Article 7 :**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Ardèche, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de LA-VOULTE-SUR-RHÔNE, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Privas, le

**28 MARS 2023**

Pour le préfet,  
La secrétaire générale,



Isabelle ARRIGHI